

Affaires courantes

[Français]

OPPOSITION À LA TPS SUR LES PUBLICATIONS

M. Louis Plamondon (Richelieu): Monsieur le Président, même si je suis en accord avec le principe de la taxe sur les produits et services, je suis cependant pour l'exception qui devrait être faite pour ce qui est des livres et des publications. Et, en ce sens, je dépose une pétition de la circonscription de Mount Royal demandant que la taxe ne soit pas imposée sur les livres et sur les publications.

M. Gilles Rocheleau (Hull—Aylmer): Monsieur le Président, en vertu de l'article 36 du Règlement, j'ai le plaisir de déposer des pétitions au nom de ma collègue de Mount Royal, de gens de la région de la Capitale nationale qui s'opposent à la TPS sur les volumes, sur les livres, et de façon très importante.

Je dois vous dire, monsieur le Président, que si j'ai l'honneur de déposer cette pétition, c'est que ma collègue de Mount Royal a écouté les conseils de son chef et a fait une tournée pancanadienne au cours de l'été.

[Traduction]

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je suis certain d'avoir entendu le député dire qu'il présentait une pétition au nom de la députée de Mount Royal. Sauf erreur, celle-ci est membre du Parti libéral. Je suis sûr que les gens de Terre-Neuve doivent être passablement intrigués.

M. le Président: Je cède la parole au député de Richelieu pour un rappel au Règlement.

[Français]

M. Louis Plamondon (Richelieu): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je veux répondre à ce point-là, je veux répondre que, lorsque la cause est noble, nous faisons abstraction de partisanerie.

[Traduction]

L'AÉROPORT DE DÉTROI

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, à l'instar de mon collègue d'Essex—Windsor, j'ai dû rentrer de façon précipitée à Ottawa après avoir vécu une expérience merveilleuse à Toronto. Toutefois, je n'ai pas pris l'avion. Je me suis laissé porter par le vent de joie qui s'est mis à souffler sur tout l'Ontario.

Monsieur le Président, je voudrais présenter deux pétitions certifiées correctes. Elles viennent de gens du quartier est de Windsor qui demandent au Parlement de prendre des mesures correctives au sujet de l'agrandissement de l'aéroport de Détroit qui a entraîné un accroissement incroyable de la fréquence des vols à basse altitude—parfois à 1 000 pieds seulement—au-dessus de ce quartier, sans que le gouvernement ne réagisse comme il se doit.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de prendre des mesures pour protéger l'environnement et la qualité de vie des citoyens touchés.

• (1710)

[Français]

OPPOSITION À LA TPS

M. Nic Leblanc (Longueuil): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, la pétition ci-jointe est jugée conforme quant à sa forme et à son contenu.

Monsieur le Président, je suis pour la TPS, mais comme les citoyens n'ont pas toujours l'occasion de parler en cette Chambre, en leur nom, il me fait plaisir de déposer cette pétition au nom de la députée de Mount Royal.

De plus, bien sûr, j'ai toujours souhaité, personnellement, qu'on taxe tout et qu'on compense par secteur d'activités économiques. Alors, monsieur le Président, il me fait plaisir, au nom de citoyens de Mount Royal, de déposer cette pétition.

* * *

[Traduction]

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, on répond aujourd'hui aux questions n^{os} 313 et 321.

[Texte]

LES SERVICES JURIDIQUES OBTENUS PAR LA BFD

Question n^o 313—**M. Simmons:**

1. a) En 1987, b) en 1988, c) en 1989, la Banque fédérale de développement a-t-elle bénéficié de services juridiques d'une valeur de plus de 500 \$ et, dans l'affirmative, dans chaque cas quels étaient la nature et le genre (i) des travaux de sécurité, (ii) de litige en cause?

2. La Banque fédérale de développement utilisait-elle des lignes directrices pour fixer son choix des fournisseurs de tels services et, dans l'affirmative, celles-ci exigeaient-elles a) un appel d'offre, b) une demande de propositions, c) la sélection au hasard de cabinets d'avocats?